

Le label rouge supprimé dans les cantines !

Profitant d'une prolongation d'un an de la délégation de service de restauration municipale - la restauration scolaire essentiellement - le maire, une fois encore en catimini, tente de faire des économies...C'est donc sans vergogne qu'il propose de supprimer une partie des viandes « label rouge » servies dans les restaurants scolaires. Ainsi, sur sa proposition le steak haché, le rôti de veau et le gigot d'agneau ne seront plus labellisés et ne devront répondre qu'aux normes « viande élevée et abattue en France » ce qui évidemment ne garantit en rien la qualité des produits servis. Pour le maire voilà qui baissera les coûts de quelques centimes au kilo mais bien sûr qu'il n'envisage pas de répercuter sur les tarifs facturés aux familles...Toujours aussi rationnel, le maire affirme que les enfants délaissent le poulet label rouge à la chair trop ferme beaucoup plus dure que celle des poulets de batterie proposés dans les fast-food...alors que les propositions du cahier des charges modifié ne portent pas sur le poulet mais sur les autres produits carnés.



Catherine CRESSOT

Jean Yves Sénant victime du syndrome chinois !

Après la fermeture de la caisse d'assurance maladie, de la caisse d'allocations familiales, de l'accueil SNCF, des mairies annexes, du bibliobus, ce sont maintenant les bureaux de poste qui vont disparaître des quartiers. Qu'importe, nous dit le maire en séance du conseil municipal « à La Fontaine, c'est désormais un relais postal installé chez « le petit Tang » un commerce chinois qui lui est ouvert de 9 heures à plus de 20 heures. Les Chinois travaillent tard le soir, ils ne sont pas forcément, eux, respectueux des règles qui limitent le travail en France ». Quant à l'éventuelle fermeture du bureau postal de



Pajeaud, le maire est clair : la poste « elle fermera dans deux ou trois ans, c'est la postière qui me l'a dit. Aujourd'hui dès qu'il y a un peu de grippe, on ferme les bureaux... mais ce n'est pas la seule poste qui fermera. On n'a plus besoin de la poste aujourd'hui » Et si nous, nous n'avions plus besoin de ce maire qui justifie la liquidation des services publics de proximité !!



Marie-Claire CLOISON

(les propos rapportés ici sont consultables sur le site de la mairie conseil municipal)

Edito

Faire vivre le débat démocratique.

La campagne pour l'élection présidentielle montre à nouveau que les Français ont de l'appétence pour le débat politique et une défiance grandissante pour le personnel politique. Il est évident que la probité du futur président de la République sera essentielle pour lui permettre de pouvoir agir au long de son mandat. Chaque candidat devrait le garder à l'esprit avant de postuler. Mais le débat politique ce doit aussi et avant tout être une confrontation d'idées, de projets et d'actions. Modestement à notre niveau toutes les 6 semaines nous essayons avec notre journal Agora d'informer, d'inviter au débat, d'exprimer nos étonnements et parfois nos exaspérations mais toujours avec le parti pris de faire vivre au niveau local le débat démocratique. Bonne lecture !

500 fonctionnaires en trop à Antony ?

La campagne présidentielle actuelle amène des propositions très contrastées concernant l'évolution des effectifs des fonctionnaires : augmentation de 200 000 postes pour Mélenchon, de 40 000 pour Hamon, suppression de 120 000 postes pour Macron, de 500 000 pour Fillon (pas de données précises pour Le Pen).

Nous sommes près de 63 millions de Français, Antony compte 62 000 habitants et représente donc 1 pour mille de la France. Cela permet mieux de mesurer ce que représentent ces annonces chiffrées.

Ainsi, la proposition de François Fillon revient donc à supprimer 500 postes de fonctionnaires dans notre commune. Notre maire, les président(e)s de nos conseils territorial, départemental et régional soutiennent ce candidat et s'approprient sans doute à mettre en œuvre cette déflation.

500 postes de fonctionnaires à supprimer à Antony, où ça, comment et quelles conséquences ?

La fonction publique comporte 3 branches : la fonction publique d'Etat, la fonction publique hospitalière et la fonction publique territoriale. Cela ne recouvre ni les agents des entreprises nationales (ex : La Poste, la SNCF...), ni ceux des organismes de droit privé chargé d'une mission de service public (ex : la CAF, l'Assurance-maladie...) qui, à Antony, ont déjà fait l'objet de mesures de réduction des effectifs que chacun constate (fermeture des services d'accueil du public).

Concernant la fonction publique d'Etat, comment supprimerait-elle, disons : 200 fonctionnaires à Antony ? La solution serait-elle de fermer la sous-préfecture et d'obliger les usagers à aller à Nanterre ? Ou bien de supprimer des classes dans chaque établissement d'enseignement ? Il paraît en tout cas délicat (et ce serait insuffisant) de réduire de moitié les effectifs du commissariat de police et ceux de la caserne des sapeurs-pompiers...

Sur la fonction publique hospitalière, ce serait donc l'hôpital psychiatrique Erasme qui devrait « fournir » une centaine de postes ? Pourtant, cet établissement est déjà dans une situation très difficile, les agents en congés ne sont pas remplacés, que ce soit les congés de maladie, de maternité, ni même les congés parentaux...

Au moins, prendre quelque 200 postes sur la fonction publique territoriale serait-il aisé ? Combien faudrait-il fermer de crèches ? Une des deux médiathèques ? Une piscine ? La maison des Ans toniques, le CLIC ou la résidence Renaitre ? Est-ce que la fosse de plongée à peine terminée ne serait ouverte que 2 jours par semaine ?



Face au dogmatisme des propositions irresponsables, certains se retrouvent dans la parole du général de Gaulle qui disait : « Plus les problèmes nous serrent à la gorge, plus l'action publique doit être ferme et forte ».

Bruno ÉDOUARD

Votre soutien financier à Agora est bienvenu.

Adressez vos dons à Citoyens à Antony,
7 ter rue Pasteur - Antony

Citoyens à Antony

Ordures : le grand bazar, le retour

Bientôt 3 mois que le nouveau prestataire de collecte des ordures choisi par Vallée Sud Grand Paris tente de faire son office... Chacun constate que l'on est loin du compte : rues oubliées dans la collecte, rues collectées seulement en partie, collecte du matin réalisée tard le soir, collecte de rattrapage réalisée le dimanche sans tenir compte de la couleur des bacs, etc. Résultats : de plus en plus de poubelles pleines ou vides, restent sur les trottoirs et de plus en plus de ménages renoncent à trier leurs déchets. Encore avon-nous pour le moment la chance d'avoir un temps frais. Mais les personnes en fauteuil roulant ou avec des poussettes font du slalom et on peut déjà voir des rats à la tombée du jour...

Comment en est-on arrivé là ? La méconnaissance du secteur par les conducteurs pouvait être évoquée dans les premières semaines, cette explication n'est plus acceptable. La vérité est que le choix a été fait d'un prestataire au rabais (le nouveau marché devait faire économiser 1,6 million d'euros au territoire, l'équivalent de 250 000 € pour Antony) et que le calendrier des collectes est absurde. Comment les conteneurs des écoles et des autres services publics pourraient-ils être rentrés rapidement après collecte quand celle-ci a lieu le vendredi soir ou le samedi matin ? Comment une famille où les deux parents travaillent pourrait-elle faire autrement que laisser ses conteneurs sur la voirie jusqu'au soir quand la collecte du matin a lieu au mieux à partir de 10 heures ? Pourquoi ramasser les ordures des commerces précisément le samedi entre 15 et 18 heures, à l'heure du pic de clientèle ?

Retrouvez-nous sur :
www.citoyensaantony.fr

Coordonnées de notre élu Citoyens à Antony :
 Jean-Marc Feuillade, conseiller municipal
feuillade@wanadoo.fr ou 06.78.03.35.37

Il est temps que nos élus tirent les conséquences de ce fiasco. Il est nécessaire de mettre en place une collecte spécifique des conteneurs des écoles et des services publics en jours ouvrés ou bien d'organiser la rentrée des conteneurs vidés le samedi matin. Il faut étudier, à l'instar de nos voisins de Châtenay-Malabry, la création de zones de regroupement des conteneurs sur la chaussée en zone pavillonnaire afin de libérer les trottoirs. Il est indispensable que la collecte des commerces de centre-ville soit réalisée à des jours et des horaires établis en concertation avec les associations de commerçants. Enfin et surtout, les élus antoniens au Conseil de territoire Vallée Sud, et en premier lieu Jean-Yves Sénant qui en est vice-président, doivent y faire entendre le mécontentement des habitants, sinon à quoi servent-ils ?



Bruno EDOUARD

*Les élus antoniens de la majorité municipale au Conseil de territoire Vallée Sud Grand Paris :
 Jean-Yves Sénant, Pascal Colin, Armelle Cotteceau, Jean-Yves Le Bourhis, Jacques Legrand, Philippe Martin, Pierre Médan, Perrine Précetti, Isabelle Rolland, Sophie Sancy, Stéphanie Schlienger, Philippe Serin.*



L'urgence d'améliorer le ramassage des déchets !

Puisque nous parlons d'élimination des immondices, nous ne pouvons résister à dénoncer ici l'attitude du conseiller municipal Front National qui aujourd'hui condamne sans vergogne l'implantation d'un centre d'hébergement d'urgence de migrants dans notre ville. Celui qui dans un communiqué largement diffusé et relayé par une presse bienveillante déclare que « la ville d'Antony n'a ni la capacité, ni les moyens, d'accueillir des migrants sur son territoire » ... est le même qui en septembre 2015, alors « à gauche », évoquant le drame des migrants, interpelait le maire d'Antony, en séance de conseil municipal, le sommant de faire savoir « comment il comptait assurer l'accueil de migrants pour lequel il s'est engagé... puisqu'il existe bien des locaux disponibles pour assurer cet accueil ».

Le conseiller FN a-t-il déjà rejoint les poubelles de l'histoire antonienne ?

D'évidence, il est urgent d'améliorer le ramassage des déchets !



Jean-Marc FEUILLADE



Sortie de route pour Autolib !

Alors qu'ils avaient signé pour six stations Autolib et malgré des résultats positifs sur notre ville, seules quatre stations sont aujourd'hui déployées - deux en centre-ville, une dans le secteur Antonypôle et une à la Croix de Berny -, les deux autres (avenue R Aron à proximité de l'entreprise Sanofi et l'autre dans le quartier Pajeaud) sont momentanément différées voire définitivement abandonnées afin de ne pas compromettre les résultats financiers du groupe Bolloré qui peine à trouver l'équilibre dans cette affaire, affichant un déficit d'exploitation de 179 millions d'euros.

Voilà qui a mis un coup d'arrêt au déploiement des stations dans notre ville, le comité syndical auquel la mairie a adhéré, craignant légitimement devoir solliciter les contribuables pour éponger ces mauvais résultats pour protéger les intérêts menacés du groupe Bolloré. Seuls, dans un premier temps, les usagers du service ont été, dès février dernier, appelés à mettre la main à la poche ce qui, selon les premiers éléments connus, aurait induit une baisse très sensible de fréquentation et la grogne de nombreux utilisateurs.

Pourtant au terme des deux premières années de fonctionnement dans notre ville les résultats étaient plutôt encourageants et le service répond d'évidence à un réel besoin notamment avec la station en centre-ville à proximité de la gare (près de 400 abonnés locaux plutôt jeunes moyenne d'âge 35 ans, 10 500 départs-arrivées sur l'année 2015, des trajets d'une moyenne de 17kms essentiellement vers ou venant des quartiers sud de Paris)

C'est donc un service de transport public intéressant, complémentaire et écologique puisqu'il faut le rappeler, il s'agit de véhicules électriques qui sont ainsi mis dans le circuit métropolitain. Un service public aujourd'hui menacé qui ne peut pas, ne doit pas, être assujéti aux seuls résultats financiers du groupe Bolloré. Un service public qui appelle une réflexion et des décisions politiques auxquelles la municipalité ne peut se soustraire.